



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET  
DU  
PAS-DE-CALAIS

PPR approuvé le :

# *Plan de Prévention des Risques Miniers du « Lensois »*

*Hénin-Beaumont  
Liévin  
Loos-en-Gohelle*

*Bilan de concertation*

*Approbation*

Plan de Prévention des Risques Miniers « du Lensois »

# SOMMAIRE

## PRÉAMBULE

|                                              |          |
|----------------------------------------------|----------|
| <b>1 - Définition.....</b>                   | <b>5</b> |
| <b>2 - Contexte juridique.....</b>           | <b>5</b> |
| <b>3 - Objectifs de la concertation.....</b> | <b>5</b> |

## CONCERTATION AVANT LES CONSULTATIONS OBLIGATOIRES

|                                                                                                                                         |          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1 - Concertation avec les collectivités.....</b>                                                                                     | <b>6</b> |
| 1.1 - Présentation de la démarche.....                                                                                                  | 6        |
| 1.2 - Réunion de présentation des aléas et de l'analyse sommaire des enjeux.....                                                        | 6        |
| 1.3 - Porter à connaissance.....                                                                                                        | 6        |
| 1.4 - Réunions d'analyse préliminaire des enjeux.....                                                                                   | 7        |
| 1.4.1 - Réunions pour la commune de HÉNIN-BEAUMONT.....                                                                                 | 7        |
| 1.4.2 - Réunions pour la commune de LIÉVIN.....                                                                                         | 9        |
| 1.4.3 - Réunions pour la commune de LOOS-EN-GOHELLE.....                                                                                | 10       |
| 1.5 - Réunion sur la gestion de l'aléa dans les documents d'urbanisme.....                                                              | 11       |
| 1.6 - Prescription du PPRM.....                                                                                                         | 12       |
| 1.7 - Réunions actualisation des enjeux, et croisement aléas-enjeux sur les communes soumises à PPRM.....                               | 12       |
| 1.7.1 - Réunions pour la commune de HÉNIN-BEAUMONT.....                                                                                 | 12       |
| 1.7.2 - Réunions pour la commune de LIÉVIN.....                                                                                         | 13       |
| 1.7.3 - Réunions pour la commune de LOOS-EN-GOHELLE.....                                                                                | 14       |
| 1.8 - Réunions sur des projets particuliers.....                                                                                        | 15       |
| 1.8.1 - Réunion concernant le projet d'aménagement du terri1 101 à HENIN-BEAUMONT à la sous-préfecture de Lens – le 9 octobre 2015..... | 15       |
| 1.8.2 - Réunion concernant le projet d'aménagement des terrils 74, 74A et 74B à LOOS-EN-GOHELLE le 20 novembre 2015.....                | 17       |
| 1.9 - Réunion phase règlement et zonage réglementaire.....                                                                              | 17       |
| 1.9.a – Comité technique du 6 septembre 2016.....                                                                                       | 17       |
| 1.9.b – Comité de concertation du 6 octobre 2016.....                                                                                   | 19       |

## PHASE DE CONSULTATIONS OFFICIELLES

|                                                                                                         |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>2 - Consultation.....</b>                                                                            | <b>22</b> |
| 2.1 - Mise en consultation des documents du PPRM.....                                                   | 22        |
| 2.2 - Avis des instances consultées.....                                                                | 23        |
| 2.2.1 - Dates de délibération.....                                                                      | 23        |
| 2.2.2 - Retours des Instances consultées pour avis.....                                                 | 24        |
| 2.2.3 - Retours des Instances consultées à titre informatif.....                                        | 24        |
| 2.3 - Remarques des instances consultées pendant la consultation officielle, et réponses apportées..... | 25        |

## PHASE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

|                                    |           |
|------------------------------------|-----------|
| <b>3 - L'enquête publique.....</b> | <b>32</b> |
| 3.1 - Prescription.....            | 32        |
| 3.2 - Publicité.....               | 32        |
| 3.2.1 - Par voie d'affichage.....  | 32        |

## Plan de Prévention des Risques Miniers « du Lensois »

|                                                                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 3.2.2 - Par insertion dans la presse locale.....                                                          | 32 |
| 3.2.3 - Sur Internet.....                                                                                 | 32 |
| 3.3 - Déroulement de l'enquête publique.....                                                              | 32 |
| 3.3.1 - Permanences du commissaire enquêteur.....                                                         | 33 |
| 3.3.2 - Moyens mis à la disposition du public pour s'exprimer.....                                        | 33 |
| 3.3.3 - Observations reçues par courrier adressé au commissaire enquêteur.....                            | 34 |
| 3.3.4 - Observations faites lors des permanences du commissaire enquêteur.....                            | 41 |
| 3.3.5 - Observations reçues par courriel (voie dématérialisée via le site internet de la Préfecture)..... | 43 |
| 3.4 - Conclusions de l'enquête publique.....                                                              | 44 |
| 3.5 - Suites données.....                                                                                 | 44 |

# PRÉAMBULE

Le présent rapport a pour objet de dresser un bilan de la concertation menée dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Miniers du Lensois.

## 1 - Définition

La concertation est une méthode de participation des acteurs locaux (élus locaux, acteurs de l'aménagement, services institutionnels ayant une compétence en la matière, etc.) à l'élaboration du PPRM. Dès la prescription et tout au long de l'élaboration du projet de plan, les acteurs locaux et les services institutionnels sont associés et consultés.

## 2 - Contexte juridique

Le recours à la concertation dans l'élaboration des PPR a tout d'abord relevé d'une volonté ministérielle, puis est devenue une obligation réglementaire depuis le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux PPRN.

L'article 2 de ce décret prévoit que l'arrêté prescrivant l'établissement d'un PPRN définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet. C'est le cas à l'article 6 de l'arrêté de prescription du PPRM du Lensois prescrit le 10 juin 2015.

La circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les PPR prévoit l'élaboration d'un bilan de la concertation qui sera joint au PPRM approuvé pour information.

## 3 - Objectifs de la concertation

Elle a pour objectif de consulter les services de l'État intéressés ainsi que l'ensemble des maires des communes du secteur d'étude, les intercommunalités, les autres acteurs institutionnels intéressés durant les différentes phases d'élaboration du PPRM. Cela permet à toutes les instances d'être informées du contenu des études et d'exprimer leurs avis sur les documents présentés.

Elle a également pour objectif d'informer la population du contenu du PPRM et de leur permettre d'exprimer leurs avis sur ce contenu.

La concertation permet d'élaborer et de mettre au point le projet de plan, en s'entourant de toutes les compétences en présence, administratives, techniques et politiques.

Elle permet notamment aux élus locaux :

- d'être informé dès la prescription du plan et tout le long de l'élaboration des documents d'étude du projet de plan ;
- par leur connaissance du terrain, des événements qui s'y sont produits, et du contexte local, d'émettre des observations et des remarques sur les cartographies d'étude pour permettre, le cas échéant, de les corriger et/ou de les affiner ;
- d'informer leurs administrés et de leur permettre de réagir sur le projet de plan ;
- de débattre des solutions alternatives d'aménagement du territoire dans une optique de développement durable ;
- d'adhérer au projet et de s'approprier le PPRM ;
- plus largement, d'engager une réflexion sur les travaux de protection à réaliser, sur la gestion des risques en cas de désordre minier (mise en place d'un plan communal de sauvegarde, etc.)

# CONCERTATION AVANT LES CONSULTATIONS OBLIGATOIRES

## 1 - Concertation avec les collectivités

La concertation avec les collectivités permet :

- d'informer sur l'avancée de l'étude et sur les dispositifs de gestion du risque
- de présenter et d'échanger sur les hypothèses de travail
- de présenter et d'échanger sur les résultats obtenus
- de valider *in fine* l'étape

### 1.1 - Présentation de la démarche

La démarche PPRM mise en œuvre en région Nord-Pas-de-Calais a été validée par le Préfet du Nord et par le Préfet du Pas-de-Calais, et a été présentée à la réunion de l'Instance Régionale de Concertation du 17 octobre 2008. Cette démarche est basée sur une concertation avec les collectivités avant le porter à connaissance des études des aléas jusqu'à l'approbation du PPRM par le préfet compétent.

L'ensemble des études des aléas miniers concerne 238 communes du bassin minier, bassin qui a été découpé en cinq zones d'étude. Seules 164 communes du bassin minier sont effectivement impactées par des aléas miniers.

Toutes les études ont été réalisées, validées et présentées aux communes concernées avant leur porter à connaissance.

### 1.2 - Réunion de présentation des aléas et de l'analyse sommaire des enjeux

Une réunion de présentation des études des aléas miniers et de l'analyse sommaire des enjeux a été organisée le 7 novembre 2011 à la sous-préfecture de Lens. L'ensemble des élus des communes et des collectivités du Lensois, et l'ACOM France y étaient représentés.

Lors de cette rencontre, la DREAL<sup>1</sup> a décrit les différentes phases de l'élaboration du PPRM, et défini les aléas présents sur le territoire des communes impactées. La DDTM<sup>2</sup> a défini de façon très générale les enjeux et les objectifs de prévention en zones d'aléas. Cette réunion d'information et d'échange n'a pas donné lieu à un compte rendu, mais deux diaporamas y ont été présentés.

### 1.3 - Porter à connaissance

Les cartes d'aléas ont été portées à la connaissance des communes le 18 juillet 2012 par la DDTM. Elles étaient accompagnées de préconisations en matière d'urbanisme (un guide d'instruction et un cahier applicatif)

La réception de ces cartes et des préconisations d'urbanisme associées a suscité quelques interrogations de la commune de Liévin. Celle-ci a demandé des précisions sur les ouvrages miniers et les aléas générés par ceux-ci par courrier daté du 1<sup>er</sup> octobre 2012. Une réponse à ce courrier a été faite par la DDTM le 7 novembre 2012.

---

1 Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement

2 Direction Départementale des Territoires et de la Mer

## 1.4 - Réunions d'analyse préliminaire des enjeux

Suite aux présentations des études des aléas miniers aux collectivités, la DREAL et la DDTM ont rencontré les communes concernées afin d'établir la liste des communes pour lesquelles un PPRM pourrait être prescrit et celles pour lesquelles une prise en compte dans les documents d'urbanisme pourrait suffire.

Les modalités retenues et les mises en œuvre pour cette étape de concertation ont été les suivantes :

– réalisation d'une étude préliminaire sommaire des enjeux pour les communes impactées par un ou plusieurs aléas miniers pour déterminer :

- Une liste 1 composée des communes ne présentant pas d'enjeu en zones d'aléas miniers, et des communes présentant une inconstructibilité sur l'ensemble des zones au regard du niveau de l'aléa et pour lesquelles il n'est pas utile d'approfondir l'analyse des enjeux. Pour les communes de cette liste, les zones d'aléas miniers et les contraintes liées devront être reprises directement dans le PLU.
- Une liste 2 provisoire des communes qui présentent des enjeux en zones d'aléas miniers. Pour les communes de cette liste, il est nécessaire d'approfondir la réflexion sur les enjeux et de définir l'outil le mieux adapté pour gérer le risque.

– des réunions de travail avec les communes de la liste 2 provisoire pour affiner les enjeux et les projets communaux afin de finaliser l'étude des enjeux et de déterminer en concertation avec chacune des communes si la commune doit faire l'objet d'un PPRM.

– à l'issue de cette phase de réunions de travail, les services (DREAL et DDTM) ont déterminé la liste des communes pour lesquelles un PPRM a été proposé aux préfets après une dernière réunion de concertation avec les collectivités concernées pour leur rendre compte du résultat d'analyse des enjeux. Cette analyse a fait l'objet pour chaque zone d'une note d'opportunité qui a été communiquée aux collectivités.

– à l'issue de cette dernière consultation les communes concernées par un ou plusieurs aléas miniers ont été réparties en deux listes que le préfet a communiquées aux communes concernées :

- La liste regroupant les communes pour lesquelles un PPRM a été prescrit par arrêté préfectoral (= liste 2 finale),
- La liste des autres communes pour lesquelles les zones d'aléas miniers et les contraintes liées pourront être prises en compte directement dans le PLU et pour lesquelles il sera fait application des dispositions de l'article R 111-2.

Pour les communes pour lesquelles il n'aura pas été prescrit de PPRM, elles seront accompagnées par les services de l'État selon les règles habituelles pour les aider à prendre en compte les aléas miniers dans leurs documents d'urbanisme.

### 1.4.1 - Réunions pour la commune de HÉNIN-BEAUMONT

Lors de ces réunions avec la collectivité étaient présentés l'ensemble des ouvrages miniers présents sur la commune, les aléas générés, et les enjeux présents ou envisagés (projets à court et moyen termes) dans ces zones d'aléas.

#### Réunion du 30 avril 2013 avec la commune

##### *Personnes présentes :*

- Commune de Hénin-Beaumont : M.GIRAUD – responsable aménagement, Mme ROMANO DE CRUZ – responsable UADS
- Services de l'État : DDTM – M. COUSIN, M. LEFEBVRE, M. HARLÉ – DREAL – M. DHENAIN

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                               | Auteur  | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Doute sur les aléas générés par le terril 90 qui serait partiellement arasé.                                                                                      | Commune | La DDTM interroge la DREAL qui fera intervenir le Bureau d'étude GEODERIS afin de relancer son étude sur cet ouvrage.<br><i>PAC et rapport GEODERIS E2013/175DE-13NPC3308 adressés à la commune le 22 janvier 2014.</i><br><i>Conclusions : pas de modification des aléas</i> |
| Pollution des sols sur le site de la ZAC Sainte-Henriette.                                                                                                        | Commune | DREAL : Cette problématique ne relève pas du code minier et n'est pas traitée dans le cadre de la prise en compte des risques miniers.                                                                                                                                        |
| Il serait intéressant de porter à la connaissance du SCMT les cartes d'aléas miniers, dans le cadre des projets de développement des transports en commun.        | Commune | La DDTM précise que le porter à connaissance des cartes d'aléa ne concerne que les communes ou EPCI en charge de la compétence urbanisme. Néanmoins, ces cartes seront transmises sans faire de porter à connaissance officiel.                                               |
| Il serait intéressant que les services de l'État rencontrent la CAHC, car il existe de nombreuses zones d'intérêt communautaire sur le territoire de la commune ; | Commune | La DDTM précise que des rencontres spécifiques avec la CAHC sera programmée afin de balayer l'ensemble des projets impactés par les aléas miniers.                                                                                                                            |
| Il serait intéressant de disposer des données SIG concernant les aléas miniers pour instruire les actes d'urbanisme                                               | Commune | Le Service Risque de la DDTM se rapprochera du SIG afin d'adresser les tables à la commune.                                                                                                                                                                                   |

**Autres informations**

- La DDTM a pris note des différents projets envisagés.
- Les documents de l'étude des aléas sont disponibles sur le site internet de la DREAL.

**Réunion du 17 mars 2014 avec la CAHC**

**Personnes présentes :**

- CAHC : Mme. FAGES, M. BOGAERT, Mme DENNEULIN, M. MASSON, Mme SPYSSCHAERT, M. MORGANO, M. QUIRIN, M. PETERS
- Services de l'État : *DDTM* – M. COUSIN, M. LEFEBVRE, M. HARLÉ – *DREAL* – M. GESLOT

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                                                                               | Auteur | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les activités encadrées, telles que le parapente, sorties pédestres et pédagogiques sont-elles compatibles avec les aléas rencontrés, et un transfert de responsabilités de l'État vers la CAHC est-il possible ? | CAHC   | La DREAL répond que compte-tenu des aléas rencontrés, et plus particulièrement l'aléa « échauffement de niveau fort », la pratique de ces activités n'est pas envisageable. Il ne semble pas non plus qu'un transfert de responsabilités, permettant ces activités soit possible. |
| Il serait intéressant de disposer des données SIG concernant les aléas miniers pour instruire les actes d'urbanisme                                                                                               | CAHC   | Le Service Risque de la DDTM se rapprochera du SIG afin d'adresser les tables à la CAHC.                                                                                                                                                                                          |
| Nous n'avons pas été destinataires du PAC et des préconisations d'urbanisme.                                                                                                                                      | CAHC   | La DDTM répond que le PAC et les préconisations ont bien été adressées à la CAHC, en date du 18 juillet 2012.<br>Le PAC et les préconisations ont été adressés à nouveau par mail à la CAHC, le 18 mars 2014.                                                                     |



**Autres informations**

- La DDTM a pris note des différents projets envisagés.
- Pas de remarque de la CAHC suite à l’envoi du compte-rendu de réunion

**1.4.2 - Réunions pour la commune de LIÉVIN**

Lors de ces réunions avec la collectivité étaient présentés l’ensemble des ouvrages miniers présents sur la commune, les aléas générés, et les enjeux présents ou envisagés (projets à court et moyen termes) dans ces zones d’aléas.

Réunion du 27 septembre 2013 avec la commune

**Personnes présentes :**

- Commune de Liévin : M. MIERSMAN, M. PIKULIK, M. GOUILLARD, M. CLAUS
- Services de l’État : DDTM – M. HARLÉ, M. LEFEBVRE, M. BOITELLE, Mme DE FRU, M. GIBAUX – DREAL – M. GESLOT

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                                  | Auteur  | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'emprise du terril 54 semble être mal représentée sur les cartes d'aléas.<br>En effet, ce terril serait en partie arasé jusqu'au terrain naturel, selon M. MIERSMAN | Commune | La DREAL fera intervenir le Bureau d'étude GEODERIS afin de relancer son étude sur ces ouvrages.<br><i>PAC et rapport GEODERIS E2015/052DE-14NPC3304 adressés à la commune le 30 avril 2014.</i><br><i>Conclusions :</i><br>– pas de modification des aléas, mais modification de l'emprise des terrils 71 et 72.<br>– pas de modification des aléas, ni de l'emprise du terril 54 |
| L'emprise du terril 71 semble être mal représentée sur les cartes d'aléas.<br>La partie du terril située au nord-est de la RD58 aurait été complètement arasée       | Commune |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| L'emprise du terril 72 semble être mal représentée sur les cartes d'aléas.<br>En effet, ce terril serait en partie arasé                                             | Commune |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Les galeries du puits 1 auraient été comblées et de ce fait l'aléa doit être levé                                                                                    | Commune | La DDTM précise que pour qu'un aléa soit levé, les documents relatifs au comblement dans le cas présent doivent parvenir à la DREAL qui transmettra au bureau d'étude Géodéris pour examen. La DREAL fera intervenir le Bureau d'étude GEODERIS afin de relancer son étude sur cet ouvrage.                                                                                        |

**Autres informations**

- Les documents de l'étude des aléas sont disponibles sur le site internet de la DREAL.
- La DDTM a pris note des différents projets envisagés.
- La DDTM conseille à la commune de prendre en compte les zones d'aléa sur le zonage du PLU lors d'une révision.
- Pas de remarque de la commune suite à l’envoi du compte-rendu de réunion.

Réunion du 03 février 2014 avec la CALL

**Personnes présentes :**

- CALL : M. GALUS, M. BART, Mme LAPORTE
- Services de l’État : DDTM – M. COUSIN, M. LEFEBVRE, M. HARLÉ, M. RINGEVAL – DREAL – M. DHENAIN

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                   | Auteur | Réponse |
|---------------------------------------|--------|---------|
| Pas de remarque concernant la commune |        |         |

**Autres informations**

- Pas de remarque de la CALL suite à l'envoi du compte-rendu de réunion
- La DDTM a pris note des différents projets envisagés.

**1.4.3 - Réunions pour la commune de LOOS-EN-GOHELLE**

Lors de ces réunions avec la collectivité étaient présentés l'ensemble des ouvrages miniers présents sur la commune, les aléas générés, et les enjeux présents ou envisagés (projets à court et moyen termes) dans ces zones d'aléas.

**Réunion du 10 septembre 2013 avec la commune**

**Personnes présentes :**

- Commune de Loos-en-Gohelle : M.ALEXANDRE, M. GHEYSSENS, M. CREPY, Mme. OPATRYNY
- Invités : M. RONCIN (« une fabrique de la ville »)
- Services de l'État : DDTM – M. HARLÉ, M. LEFEBVRE, M. BOITELLE, Mme HENNEBELLE – DREAL – M. GESLOT

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                 | Auteur  | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Il y a des projets communautaire à l'aplomb du puits 19, notamment portant sur l'accueil de public à des fins de visite de la tour. | Commune | La DDTM précise qu'un tel projet, à ce stade des études, et tant que l'aléa de niveau fort n'est pas levé, n'est pas compatible et contraire au principe de ne pas aggraver la vulnérabilité des personnes.<br>La DDTM interroge la DREAL qui fera intervenir le Bureau d'étude GEODERIS afin de relancer son étude sur cet ouvrage.<br><i>PAC et rapport GEODERIS E2014/066DE-14NPC3306 adressés à la commune en mars 2014.</i><br><i>Conclusions : pas de modification des aléas sur le puits 19.</i> |

**Autres informations**

- Les documents de l'étude des aléas sont disponibles sur le site internet de la DREAL.
- La DDTM a pris note des différents projets envisagés.
- La DDTM conseille à la commune de prendre en compte les zones d'aléa sur le zonage du PLU lors d'une révision.
- Pas de remarque de la commune suite à l'envoi du compte-rendu de réunion.

**Réunion du 03 février 2014 avec la CALL**

**Personnes présentes :**

- CALL : M. GALUS, M. BART, Mme LAPORTE
- Services de l'État : DDTM – M. COUSIN, M. LEFEBVRE, M. HARLÉ, M. RINGEVAL – DREAL – M. DHENAIN

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                                                                                                                                | Auteur | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Sur le site du puits 19, il est question de laisser l'accès à des visiteurs. La CALL a mandaté un bureau d'études afin de trouver des solutions techniques sur la faisabilité de ce projet, dans ce secteur soumis à un aléa effondrement localisé de niveau fort. | CALL   | Le rapport d'étude relatif au puits 19 sera adressé par la CALL aux services de l'État.<br><i>PAC et rapport GEODERIS E2014/066DE-14NPC3306 adressés à la commune en mars 2014.</i><br>Conclusions :<br>– pas de modification des aléas sur le puits 19. |
| Aléas du terril 54, en partie sur le territoire de la commune                                                                                                                                                                                                      | CALL   | <i>PAC et rapport GEODERIS E2015/052DE-14NPC3304 adressés à la commune le 30 avril 2014.</i><br>Conclusions :<br>– pas de modification des aléas, ni de l'emprise du terril 54                                                                           |

**Autres informations**

- Pas de remarque de la CALL suite à l'envoi du compte-rendu de réunion
- La DDTM a pris note des différents projets envisagés.

## 1.5 - Réunion sur la gestion de l'aléa dans les documents d'urbanisme

A l'issue de cette phase de réunions de travail avec les collectivités, les services (DREAL et DDTM) ont déterminé la liste des communes pour lesquelles un PPRM a été proposé aux préfets après une dernière réunion de concertation avec les collectivités concernées pour leur rendre compte du résultat d'analyse des enjeux. Cette analyse a fait l'objet pour chaque zone d'une note d'opportunité qui a été communiquée aux collectivités.

Réunion du 20 janvier 2015 à la sous-préfecture de Lens

**Personnes présentes :**

- Collectivités : 31 communes étaient représentées, dont M. MOREAU (Hénin-Beaumont), M. MACQUART (Liévin), et M. MARECHAL (Loos-en-Gohelle)
- Association des Communes Minières (ACOM) représentée par M. KUCHEIDA, et M. DELATTRE
- Services de l'État : *Sous-Préfecture* – M. ROUSSEL, Mme QUIGNON, Mme MACIEJEWSKI – DDTM – M. COUSIN, M. HARLÉ – DREAL – M. DHENAIN, M. TARMOUL, M<sup>me</sup> DOUMENG

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                  | Auteur                                   | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Y aura-t-il une information sur le risque minier à destination des populations des communes qui ne font pas l'objet d'un PPRM ?      | M. BOUCHEZ, maire de Fouquières-lès-Lens | M. ROUSSEL répond qu'aucune communication n'est prévue, exceptée celle de l'enquête publique qui ne concerne que sur les communes soumises à PPRM. Une information du public peut être envisagée et proposée à la Préfète. La DREAL suggère que cette information pourrait être organisée concomitamment à l'enquête publique. |
| Un sondage de décompression est présent sur ma commune, quel entretien et quelle surveillance sont effectués sur ce type d'ouvrage ? | M. YARD, maire de Montigny-en-Gohelle    | La DREAL répond qu'ils sont entretenus et surveillés par le DPSM (Département Prévention et Surveillance Minière du BRGM), sous l'autorité de la DREAL                                                                                                                                                                         |
| Les bailleurs sociaux ont-ils été associés à la démarche PPRM ?                                                                      | M. CLÉMENT, commune de Loos-en-Gohelle   | La DREAL répond qu'ils n'ont pas été associés, car l'interlocuteur privilégié dans l'élaboration des PPRM est bien la collectivité. L'association des bailleurs sociaux ou de tout autre acteur doit se faire via la commune.                                                                                                  |

## Plan de Prévention des Risques Miniers « du Lensois »

|                                                                                                                                                |                                        |                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Le SCOT, en cours de révision, prendra-t-il en compte le PPRM ?                                                                                | M. CLÉMENT, commune de Loos-en-Gohelle | Oui. La DDTM le confirme. Les personnes en charge de sa révision ont été informées du PAC et de la démarche PPRM. Le SCOT doit donc prendre en compte le PPRM et les aléas miniers. |
| L'État a-t-il prévu une compensation financière au bailleur social, dans le cas où des maisons devraient être rasées pour être reconstruites ? | M. CHAMPIRÉ, maire de Grenay           | Monsieur ROUSSEL, secrétaire Général, prend note et lève la séance.                                                                                                                 |

### *Autres informations*

- M. KUCHEIDA, président de l'ACOM, souligne la qualité de la concertation et des échanges dont les points de vue étaient proches de ceux des élus.
- Les diaporamas de séance sont en ligne sur le site internet de la Préfecture à l'adresse suivante : [http : //www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-majeurs/Plans-de-Prevention-des-Risques-Miniers/PPRM-du-Lensois](http://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-majeurs/Plans-de-Prevention-des-Risques-Miniers/PPRM-du-Lensois)
- La note d'opportunité présenté conclut à la prescription du PPRM du Lensois sur les communes de Hénin-Beaumont, Liévin, et Loos-en-Gohelle, par arrêté préfectoral du 10 juin 2015.

## 1.6 - Prescription du PPRM

Le PPRM « du Lensois » a été prescrit par arrêté préfectoral du 10 juin 2015.

Une publication dans la presse a été faite dans la Voix du Nord du 25 juin 2015.

## 1.7 - Réunions actualisation des enjeux, et croisement aléas-enjeux sur les communes soumises à PPRM

### 1.7.1 - Réunions pour la commune de HÉNIN-BEAUMONT

#### Réunion du 8 juillet 2015 à Hénin-Beaumont

#### *Personnes présentes :*

- Collectivités : M. COUPEZ et M<sup>me</sup> HILLER (Commune de Hénin-Beaumont), M<sup>me</sup> PREAUX (CAHC)
- Invités : M. WEBER, Mme AUDIN
- Services de l'État : DDTM – M. COUSIN, M. HARLÉ, M. GIBAUX, M. LEFEBVRE – DREAL – M. DHENAIN

#### *Questions principales et réponses apportées*

| Question / Remarque                                                                                                            | Auteur | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Présentation d'une ébauche de zonage réglementaire, après avoir croisé les aléas et les enjeux connus.                         | DDTM   | Cette ébauche de zonage sera modifiée, en fonction de l'actualisation et de l'approfondissement des enjeux.                                                                                                                                                                                        |
| Un projet de stade de descente VTT sur le terri 101 est évoqué.                                                                | CAHC   | Les services de l'État ont émis des réserves sur la faisabilité de ce projet de stade de descente, situé en aléa « échauffement de niveau fort ». Il est à noter que les terrils 84 et 101 sont en combustion.<br>La CAHC propose de mener une réflexion afin de trouver une solution alternative. |
| Sur les cartes d'aléas, le terri 84 n'est pas en échauffement fort, mais on y observe des fumerolles. Y a-t-il eu une erreur ? | DDTM   | La DREAL va relancer l'étude sur les terrils 84 et 101. <i>PAC et rapport GEODERIS E2016/008DE-15NPC33030 adressés à la commune en janvier 2016.</i><br><i>Conclusions : emprises des terrils légèrement modifiées, et le terri 84 passe en échauffement fort.</i>                                 |
| Un projet d'urbanisation au nord du terri 205 est évoqué.                                                                      | CAHC   | La localisation exacte sera précisée par la CAHC, afin d'étudier l'opportunité de construire ou non dans cette zone de glissement.                                                                                                                                                                 |

**Autres informations**

- Un diaporama a été projeté, puis remis en séance au format papier (ébauche de zonage réglementaire sur toutes les zones d'aléa)

**Réunion du 18 novembre 2015 à Hénin-Beaumont**

**Personnes présentes :**

- Collectivités : M. COUPEZ (Commune de Hénin-Beaumont)
- Invités : Mme SARAPATA (UrbYcom)
- Services de l'État : DDTM – M. HENNEBELLE, M. HARLÉ, M. GIBAUX – DREAL – M<sup>me</sup> DOUMENG

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                                | Auteur  | Réponse                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Présentation d'une ébauche de zonage réglementaire, après avoir croisé les aléas et les enjeux connus, et pris en compte les remarques de la réunion du 8 juillet. | DDTM    | Cette ébauche de zonage sera à nouveau modifiée, en fonction de l'actualisation et de l'approfondissement des enjeux.              |
| Est-il possible de récupérer les tables SIG des aléas ?                                                                                                            | UrbYcom | Oui, elles vous seront adressées par la DDTM. Fait le 20 novembre 2015.                                                            |
| Un projet d'urbanisation au nord du terri 205 est évoqué.                                                                                                          | CAHC    | La localisation exacte sera précisée par la CAHC, afin d'étudier l'opportunité de construire ou non dans cette zone de glissement. |

**Autres informations**

- Un diaporama a été projeté, puis remis en séance au format papier (ébauche de zonage réglementaire sur toutes les zones d'aléa)

**1.7.2 - Réunions pour la commune de LIÉVIN**

**Réunion du 23 juin 2015 à Liévin**

**Personnes présentes :**

- Collectivités : M<sup>me</sup> GOUILLARD et M<sup>me</sup> FOUACHE (Commune de Liévin)
- Services de l'État : DDTM – M. HARLÉ, M. GIBAUX, M. COUSIN, M. LEFEBVRE – DREAL – M. DHENAIN

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                    | Auteur  | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Présentation d'une ébauche de zonage réglementaire, après avoir croisé les aléas et les enjeux connus. | DDTM    | Cette ébauche de zonage sera modifiée, en fonction de l'actualisation et de l'approfondissement des enjeux.                                                                                                                                                       |
| Un projet de construction d'une réserve du LOUVRE pourrait émerger en zone d'aléa du puits 9bis        | Commune | La DDTM prend note                                                                                                                                                                                                                                                |
| L'emprise du terri 80 est contestée. Elle ne devrait pas être représentée au sud de « La Souchez ».    | Commune | La DDTM demande à la DREAL de prendre en compte cette question. Une nouvelle étude sera lancée sur le terri 80.<br><i>PAC et rapport GEODERIS E2014/052DE-14NPC3304 adressés à la commune en octobre 2015.</i><br><i>Conclusions : emprise et aléas modifiés.</i> |

**Autres informations**

- Un diaporama a été projeté, puis remis en séance au format papier (ébauche de zonage réglementaire sur toutes les zones d'aléa)

**Réunion du 28 juillet 2015 avec la CALL**

**Personnes présentes :**

- Collectivités : M<sup>me</sup> LAPORTE et M<sup>me</sup> DROBJAK (CALL)
- Services de l'État : DDTM – M. HARLÉ – DREAL – M. DHENAIN

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                    | Auteur | Réponse                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Présentation d'une ébauche de zonage réglementaire, après avoir croisé les aléas et les enjeux connus. | DDTM   | Cette ébauche de zonage sera modifiée, en fonction de l'actualisation et de l'approfondissement des enjeux. |

**Autres informations**

- Un diaporama a été projeté, puis remis en séance au format papier (ébauche de zonage réglementaire sur toutes les zones d'aléa)
- Pas de remarque sur la proposition de zonage proposée sur la commune de Liévin.

### 1.7.3 - Réunions pour la commune de LOOS-EN-GOHELLE

**Réunion du 22 juin 2015 à Loos-en-Gohelle**

**Personnes présentes :**

- Collectivités : M. CREPY, M<sup>me</sup> CORDIER, et M<sup>me</sup> SKRZYPCZYK (Commune de Loos-en-Gohelle)
- Invités : M. DELATTRE (ACOM France), M<sup>me</sup> DEUDON (ACM 59/62)
- Services de l'État : DDTM – M. HARLÉ, M. GIBAUX, M. COUSIN, M. LEFEBVRE – DREAL – M. DHENAIN

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                    | Auteur  | Réponse                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Présentation d'une ébauche de zonage réglementaire, après avoir croisé les aléas et les enjeux connus. | DDTM    | Cette ébauche de zonage sera modifiée, en fonction de l'actualisation et de l'approfondissement des enjeux.                                                                                                        |
| Il y aura des projets de construction autour du puits 16, cela est-il possible ?                       | Commune | DDTM : Compte-tenu de l'aléa, il est possible de construire sous réserve de prescriptions, au-delà d'une zone de 10m de rayon. L'ébauche de zonage sera modifiée en ce sens.                                       |
| Des projets communautaires existent sur le puits 19, notamment dans la tour qui surplombe le puits.    | Commune | La DDTM indique que le puits est soumis à un aléa « effondrement localisé de niveau fort », et qu'en l'espèce, le projet d'accueil de public est incompatible avec les termes qui réguleront la zone dans le PPRM. |

**Autres informations**

- Un diaporama a été projeté, puis remis en séance au format papier (ébauche de zonage réglementaire sur toutes les zones d'aléa)
- Pas de remarque sur le CR de réunion.

**Réunion du 28 juillet 2015 avec la CALL**

**Personnes présentes :**

- Collectivités : M<sup>me</sup> LAPORTE et M<sup>me</sup> DROBJAK (CALL)
- Services de l'État : DDTM – M. HARLÉ – DREAL – M. DHENAIN

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                                           | Auteur | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Présentation d'une ébauche de zonage réglementaire, après avoir croisé les aléas et les enjeux connus.                                                                        | DDTM   | Cette ébauche de zonage sera modifiée, en fonction de l'actualisation et de l'approfondissement des enjeux.                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Afin de valoriser le site des terrils jumeaux (74 et 74A), un système de navettes en bus a été mis en place pour acheminer les visiteurs jusqu'au terril 74B.                 | CALL   | Le problème d'accessibilité sur une zone soumise à un aléa « échauffement de niveau fort » a été soulevé par la DDTM.                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Ont été évoqués les projets communautaires sur les puits 19 et 11                                                                                                             | CALL   | La DDTM indique que le puits 19 est soumis à un aléa « effondrement localisé de niveau fort », et qu'en l'espèce, le projet d'accueil de public est incompatible avec les termes qui réguleront la zone dans le PPRM.<br>Une étude micro granulométrique va être menée (portage CALL) afin de déterminer la possibilité et les contraintes liées à une éventuelle levée des aléas sur cet ouvrage. |
| En effectuant des travaux sur la voirie, au sud des puits 11 et 19 (reliant l'ancien local électrique au local du concierge) des vides de quelques mètres ont été mis à jour. | CALL   | La DREAL a pris note.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**Autres informations**

- Un diaporama a été projeté, puis remis en séance au format papier (ébauche de zonage réglementaire sur toutes les zones d'aléa)
- Pas de remarque sur la proposition de zonage proposée sur la commune de Liévin.

## 1.8 - Réunions sur des projets particuliers

### 1.8.1 - Réunion concernant le projet d'aménagement du terril 101 à HENIN-BEAUMONT à la sous-préfecture de Lens – le 9 octobre 2015

**Personnes présentes :**

- Services de l'État : **SOUS-PREFECTURE** – M<sup>me</sup> DEGIOVANNI, M<sup>me</sup> QUIGNON, M<sup>me</sup> MACIEJEWSKI – **DDTM** – M<sup>me</sup> RENARD, M. HARLÉ, M. LEFEBVRE – **DREAL** – M. DHENAIN, M. BRASSART
- Mission Bassin Minier : M. BRIAND
- Euralens : M. HUCHETTE
- CAHC : M. CZERWINSKI, M<sup>me</sup> PREAUX, M<sup>me</sup> BARROIS, M<sup>me</sup> FAGES, M. QUARGNUL

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Auteur              | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La CAHC a présenté de façon succincte le projet : Pistes de descente en VTT, sur le terri1 101, d'une hauteur de 63 mètres et d'une superficie d'environ 40 hectares, soumis à un aléa « échauffement de niveau fort ». Ce projet s'inscrit dans la stratégie globale fixée par le livre blanc de la conférence permanente du bassin minier visant à donner à celui-ci une destination à dominante sports et nature. | CAHC                | DDTM : Nous n'avons eu connaissance de ce projet que lors des réunions organisées avec la commune dans le cadre de l'élaboration du PPRM, en juillet 2015.<br>En septembre 2015, la DREAL a souligné que ce terri1 en échauffement fort faisait l'objet de mesures de surveillance, et que ce site présentait une forte activité thermique. À ce jour, la localisation des zones de combustion est diffuse et une propagation vers la zone du projet de pistes VTT constitue un risque significatif. En conséquence, la DDTM a informé la collectivité que la réalisation d'un tel projet serait contraire aux dispositions du PPRM et que le porter à connaissance de cet aléa fort avait été communiqué dès juillet 2012. |
| La collectivité s'est portée acquéreur de ce terri1 avant avoir été informée des aléas miniers, et que le PAC qui lui a été adressé en juillet 2012 ne faisait état que des constructions, des extensions, et des changements de destination.                                                                                                                                                                        | CAHC                | DDTM : Le porter à connaissance des aléas miniers a été fait dès réception des cartes d'aléa, et les préconisations associées ne concernaient que les constructions et les changements de destination. Il n'était pas possible d'envoyer dans l'urgence des préconisations sur les usages, qui doivent être étudiés au cas par cas.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Ce terri1 a été exploité dans le passé, sans incident, alors que l'impact de cette exploitation avait été bien supérieur à celui qu'aurait ce projet                                                                                                                                                                                                                                                                 | CAHC                | Mme la Sous-Préfète interroge la DREAL sur les possibilités d'anticiper les risques liés à la combustion : Pas de solution.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Ne peut-on pas déplacer ce projet sur un autre terri1 en aléa faible ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Mme la Sous-Préfète | CAHC et MBM : Ce projet est intrinsèquement lié au Parc des Iles et la forme caractéristique de ce terri1 a motivé notre choix.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| N'est-il pas possible de faire un transfert de responsabilité de l'État vers la collectivité ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | CAHC                | DREAL : Non, au regard de l'article L174-2 du nouveau code minier.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**Autres informations**

- Mme la Sous-Préfète sollicite la DREAL qui saisira sans délai l'expert national GEODERIS afin d'avoir des précisions sur les zones de combustion et les éventuelles techniques mobilisables pour les maîtriser, et les pratiques à recommander.
- La DDTM doit poursuivre la rédaction du règlement PPRM, et y intégrera le cas échéant les conclusions du rapport.
- Le rapport demandé ci-dessus a été transmis par la DREAL à la collectivité en janvier 2016. (*rapport GEODERIS E2016/008DE-15NPC33030*)
- La CAHC a demandé des précisions propres au terri1 101 par courrier du 15 mars 2016. Une réponse à été faite par la DDTM par courrier du 27/04/2016.



## 1.8.2 - Réunion concernant le projet d'aménagement des terrils 74, 74A et 74B à LOOS-EN-GOHELLE le 20 novembre 2015

### *Personnes présentes :*

- Commune : M<sup>me</sup> CORDIER, M. CARON, M<sup>me</sup> SKRZYPCZYK
- Services de l'État : DDTM – M. HENNEBELLE, M. HARLÉ, M. LEFEBVRE, M. GIBAUD – DREAL – M. DHENAIN

### *Questions principales et réponses apportées*

| Question / Remarque                                                                                                                                                                                                                                                                      | Auteur  | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La commune a présenté de façon succincte le projet d'aménagement des terrils 74, 74A et 74B, prévu entre 2016 et 2019. Il s'agit avant tout de travaux de gestion du public qui fréquentent les trois terrils (sentiers, navettes en bus, mobilier d'accueil, délimitation, fléchage...) | Commune | DDTM et DREAL : Si les projets sur les terrils 74 et 74A semblent compatibles avec ce qui sera réglementé dans le PPRM, il n'en est pas de même pour le terril 74B. En effet, ce terril présente un aléa échauffement de niveau fort. Le parking évoqué pour le stationnement des bus sur ce terril est à proscrire. Une zone de retournement a été suggérée plutôt qu'un parking.<br>Ce projet sera évoqué en groupe de travail DDTM62, DDTM59, DREAL et CEREMA, le 26 novembre 2015 |

### *Autres informations*

- Les conclusions du groupe de travail du 26 novembre 2015 remettent en cause le projet sur le terril 74B qui présente deux zones de combustion.
- La commune a été destinataire du CR de réunion adressé le 7 décembre 2015 et a questionné les services de l'État par courrier du 3 février 2016 au sujet de l'échauffement du terril 74B. Une réponse de la DDTM, accompagnée du rapport Géodéris et du dernier bilan thermographique a été faite le 12 avril 2016.
- Suite à la réponse de la DDTM, la commune a adressé un courrier à Madame la Préfète, concernant le projet d'aménagement du terril 74B, et notamment une assistance financière et technique pour réaliser des études complémentaires. Une réponse de la DDTM a été faite le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

## 1.9 - Réunion phase règlement et zonage réglementaire

### 1.9.a – Comité technique du 6 septembre 2016.

#### *Personnes présentes :*

- Commune de HÉNIN-BEAUMONT : M. COUPEZ
- Commune de LIÉVIN : M<sup>me</sup> FOUACHE, M<sup>me</sup> CACHEUX
- Commune de LOOS-EN-GOHELLE : M. GHEYSENS
- Communauté d'Agglomération de Hénin-Carvin : M. CARON, M<sup>me</sup> PREAUX
- Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin : *Absent*
- ACM 59 / 62 : M<sup>me</sup> DEUDON
- ACOM France : M. DELATTRE
- Conseil Départemental 62 : M<sup>me</sup> RAVIER
- Mission Bassin Minier : M<sup>me</sup> BELLAND, M. DAILLIET
- GRDF : M. HEDIN

Plan de Prévention des Risques Miniers « du Lensois »

- Bureau d'études « Une fabrique dans la ville » : M. RONCIN
- DREAL Nord Pas-de-Calais Picardie : M. DHENAIN
- DDTM du Pas-de-Calais : M. HENNEBELLE, M. LEFEBVRE, M. HARLÉ

Cette réunion a eu pour but de présenter aux collectivités, et plus particulièrement aux différents services techniques, les principes retenus et les projets de règlement et de zonage réglementaire du PPRM du Lensois.

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarque                                                                                                                                                                                                                     | Auteur                                  | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pourquoi les zones de combustion sur les terrils en échauffement fort n'ont pas été gérées de façon spécifique dans le zonage ?</p> <p>Y a-t-il une cohérence entre le PPRM et les opérations « grand site » (mobilier urbain) ?</p> | MBM                                     | <p>Comme l'a montré l'étude « Géodéris » E2016-008DE du 20/01/2016, la combustion est un phénomène complexe qui reste imprévisible quant à sa localisation et son ampleur qui peuvent évoluer de manière non maîtrisable.</p> <p>Le règlement du PPRM tel qu'il est rédigé, n'entre pas en contradiction avec une opération « grand site » envisagée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>Dans le cas où deux terrils sont en contact, si l'un d'eux est en échauffement, pourquoi pas l'autre ?</p> <p>Y a-t-il une prise en charge par l'État des études sur le terril 74B</p>                                               | Commune de<br>LOOS-EN-GOHELLE           | <p>L'étude « Géodéris » a mis en évidence les aléas ouvrage par ouvrage, et non pas par ensemble d'ouvrages. Cela présente l'avantage de ne pas considérer un ensemble de terrils à l'aléa le plus contraignant.</p> <p>Les études faites sur un ouvrage particulier relèvent de la responsabilité de son propriétaire. L'État ne peut participer financièrement qu'à des études générales, et non pas pour des projets particuliers tels que ceux du terril 74B.</p> <p>En revanche, l'État peut apporter un appui technique.</p>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>De quel manière seront gérés les risques miniers dans les communes non soumises à PPRM ?</p> <p>Pourquoi l'ensemble de la commune est soumise à PPRM si les ouvrages miniers ne couvrent qu'une partie de celle-ci ?</p>             | ACOM France                             | <p>Toutes les communes ont été associées aux premières réunions d'information sur le risque minier, et ont été destinataires d'un porter à connaissance des aléas miniers et de préconisations en matière d'urbanisme. Toute commune a la possibilité de se référer à la doctrine existante transmise avec le porter à connaissance des aléas miniers.</p> <p>Elle pourra également se référer au règlement du PPRM approuvé à proximité.</p> <p>Les différentes études menées depuis la définition des aléas, jusque la décision de la prescription qui s'est appuyée sur une note d'opportunité présentée aux collectivités le 20/01/2015, ont été basée sur une échelle communale. L'échelle de prescription du PPRM est au minimum réalisée à l'échelle de la commune.</p> |
| <p>Existe-t-il un dispositif financier pour les travaux prescrits sur l'existant, notamment pour les sous-sols des habitations situées en aléa gaz de mine ?</p>                                                                        | ACM 59/62                               | <p>À ce jour, les dépenses engagées au titre des travaux prescrits sur les bâtiments existants n'ouvrent droit à aucune participation financière de l'État.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p>Pour les événements sportifs notamment, les autorisations ne seront pas délivrées par la Préfecture compte tenu de la rédaction actuelle des recommandations dans le règlement.</p>                                                  | MBM et<br>Commune de<br>LOOS-EN-GOHELLE | <p>Cette remarque est prise en compte, et la rédaction des recommandations sera modifiée. Les services de l'État demandent aux différents intervenants de leur faire une proposition de rédaction, s'ils le souhaitent.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### *Autres informations*

- Un diaporama a été projeté, puis un jeu de cartographies au format papier a été remis.
- Un CR de réunion a été adressé aux collectivités le 5 octobre 2016.
- Les différentes parties ont disposé du délai d'un mois pour adresser aux services de l'État leurs remarques sur le projet de PPRM. Ces remarques ont été évoquées au Comité de Concertation du 6 octobre 2016.
- Suite à ce comité technique, certains mails ou courriers ont été reçus, et une réponse a été apportée après le comité de concertation. :
  - Le Conseil Départemental 62 (mail du 28/09), réponse faite le 18 octobre 2016
  - La Mission Bassin Minier (courrier du 28/09), réponse faite le 21 octobre 2016
  - La commune de Loos-en-Gohelle (courrier du 03/10), réponse faite le 28 octobre 2016

### **1.9.b – Comité de concertation du 6 octobre 2016.**

#### *Personnes présentes :*

- Sous-Préfecture de Lens : M. ROUSSEL, M<sup>me</sup> MACIEJEWSKI
- Commune de HÉNIN-BEAUMONT : M. COUPEZ
- Commune de LIÉVIN : M<sup>me</sup> GOUILLARD, M<sup>me</sup> FOUACHE
- Commune de LOOS-EN-GOHELLE : M. CARON J.F., M. CARON D., M<sup>me</sup> CORDIER
- Communauté d'Agglomération de Hénin-Carvin : M. PITEUX, M<sup>me</sup> PREAUX
- ACM 59 / 62 : M. KUCHEIDA
- ACOM France : M. DELATTRE
- Mission Bassin Minier : M<sup>me</sup> BELLAND
- Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Artois : M<sup>me</sup> LESTON
- Chambre d'Agriculture du Nord Pas-de-Calais : M. BAYARD, M. LEFEBVRE
- Services Départementaux d'Incendie et de Secours : M. GOUZEL
- Direction territoriale GRDF : M<sup>me</sup> FATOUMATA
- DREAL Nord Pas-de-Calais Picardie : M. DHENAIN, M<sup>me</sup> DOUMENG, M. GODEFROY
- DDTM du Pas-de-Calais : M. MAURY, M. HENNEBELLE, M. HARLÉ

#### *Non représentés :*

- Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin
- Conseil Départemental du Pas-de-Calais
- Conseil Régional de la région Nord Pas-de-Calais Picardie
- Centre Régional de la Propriété Forestière
- Établissement Public Foncier
- Syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin
- Direction territoriale SNCF Réseaux Nord Pas-de-Calais Picardie
- Direction territoriale ENEDIS
- Société ORANGE
- Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais

Cette réunion a eu pour but de présenter aux collectivités, et plus particulièrement aux élus, les principes retenus et les projets de règlement et de zonage réglementaire du PPRM du Lensois. Elle a permis de répondre aux questions posées à l'issue du comité technique du 6 septembre 2016.

**Questions principales et réponses apportées**

| Question / Remarques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Auteur                            | Réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Sur les ouvrages tels que les terrils (exemple du 11/19), n'y a-t-il pas un moyen d'effectuer une surveillance particulière permettant les usages, même en présence d'un aléa fort ?</p> <p>Ainsi, Serait-il possible :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ D'adapter le niveau d'exigence des recommandations en fonction de l'aléa,</li> <li>○ D'adapter la précision du niveau de surveillance, en fonction de l'usage,</li> <li>○ De faire évoluer le PPRM, et dans quelles conditions</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                | <p>Commune de LOOS-EN-GOHELLE</p> | <p>Les recommandations ont été revues.</p> <p>Elles prennent en compte les souhaits de développement, de projet des collectivités, tout en spécifiant la présence de risque.</p> <p>Après approbation du PPRM, celui-ci est révisable dès qu'un changement notable des aléas est avéré.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>Compte-tenu de toutes les contraintes (Captages des eaux, servitudes, PPR...), que reste-t-il au maire comme disponibilité pour aménager sa commune ?</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <p>Commune de LIÉVIN</p>          | <p>Le PPRM a pris en compte les souhaits de développement et d'aménagement des collectivités.</p> <p>Les potentielles contraintes liées au PPRM sont d'ordre de sécurité publique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>Des précisions sont à apporter dans le règlement, pour ce qui concerne l'infiltration des eaux sur les terrils, afin de permettre la reproduction de certaines espèces, notamment les amphibiens.</p> <p>Des précisions sont à apporter dans le règlement pour ce qui concerne les lieux d'implantation des panneaux de signalisation du danger.</p> <p>Bien que certains projets ne sont pas « éligibles » à l'application du régime dérogatoire, tel que précisée dans les annexes de la circulaire de janvier 2012, serait-il possible d'en faire quelques adaptations, et d'en suivre les orientations ?</p> <p>La création d'une voie verte ou d'un vélo-route est-elle possible en zone de glissement, au pied des terrils ? Et l'installation de mobilier urbain ?</p> | <p>MBM</p>                        | <p>Une précision sera apportée au règlement pour permettre l'aménagement de petits projets de rétention d'eau sans intervention anthropique.</p> <p>Une précision sera apportée sur ce sujet. Il est demandé de signaler le risque. L'objectif est fixé dans le règlement, le moyen est laissé à l'initiative de la collectivité.</p> <p>Le régime dérogatoire est possible pour des zones précises et des projets spécifiquement identifiés dans le règlement. L'application du régime dérogatoire est liée à un projet particulier et non pour une application dans un cas incertain.</p> <p>Oui, le règlement le permet.</p> <p>L'installation de mobilier urbain est également possible.</p> |
| <p>Qu'en est-il de l'exploitation agricole en pied de terrils, en zone de glissement ?</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>Chambre d'agriculture</p>      | <p>Une exploitation agricole est une activité économique. L'extension d'une exploitation est possible sous réserve de prescriptions.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>Quelle est la durée de vie d'un PPRM ? Est-il révisé automatiquement au bout d'un certain temps ?</p> <p>Quelles sont les raisons qui motivent la révision d'un PPRM, et qui demande cette révision ?</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <p>Commune de HÉNIN-BEAUMONT</p>  | <p>Un PPRM est réalisé de façon pérenne.</p> <p>Cependant, compte-tenu de la potentielle évolution des aléas, il peut être révisé à tout moment.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

***Autres informations***

- Un diaporama a été projeté, puis la dernière version de la cartographie a été distribuée aux collectivités.
- Un compte rendu de réunion a été adressé le 12 octobre 2016, accompagné de la dernière version du projet de règlement.
- Les différentes parties ont eu jusque fin octobre pour adresser aux services de l'État leurs remarques sur le projet de PPRM.
- Les réponses aux différentes questions posées lors du comité technique et du comité de concertation ont été regroupées (voir détail en fin de paragraphe 1.9a)

## PHASE DE CONSULTATIONS OFFICIELLES

### 2 - Consultation

#### 2.1 - Mise en consultation des documents du PPRM

Le 25 novembre 2016, les documents du PPRM ont été adressés pour avis à donner dans un délai de deux mois à compter de la date de réception à :

- Commune de Hénin-Beaumont
- Commune de Liévin
- Commune de Loos-en-Gohelle
- Communauté d'Agglomération de Hénin-Carvin
- Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin
- Chambre d'Agriculture des Hauts de France
- Centre Régional de la Propriété Forestière Nord-Picardie
- Conseil Départemental du Pas-de-Calais
- Conseil Régional des Hauts de France
- Syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin

Ces mêmes documents ont été adressés pour information à :

- Madame la Sous-Préfète de Lens
- Association des Communes Minières de France (ACOM France)
- Association des Communes Minières du Nord-Pas-de-Calais (ACM 59-62)
- Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Artois
- Chambre des métiers et de l'artisanat
- DREAL Hauts de France
- DDTM du Pas-de-Calais
- ENEDIS
- Établissement Public Foncier
- Fédération des Chasseurs du Pas-de-Calais
- GRDF
- Mission Bassin Minier
- Orange
- Service Départemental d'incendie et de secours
- Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais
- SIDPC
- SNCF

## 2.2 - Avis des instances consultées

Les différentes instances consultées avaient **deux mois à compter de la réception du dossier** pour émettre un avis sur le projet de Plan de prévention des risques miniers.

### 2.2.1 - Dates de délibération

| Instance consultée                                                       | Date de réception (accusé de réception) | Avis à rendre avant le | Avis favorable (date de délibération)         | Avis réputé favorable (sans réponse) | Avis défavorable (date de délibération) |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------|-----------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------|
| Commune de HÉNIN-BEAUMONT                                                | 09/12/2016                              | 09/02/2017             | 24/02/2017                                    |                                      |                                         |
| Commune de LIÉVIN                                                        | 09/12/2016                              | 09/02/2017             |                                               |                                      | 15/12/2016                              |
| Commune de LOOS-EN-GOHELLE                                               | 08/12/2016                              | 08/02/2017             | Avec des réserves (sera délibéré le 20/03/17) |                                      |                                         |
| Communauté d'Agglomération de Hénin-Carvin                               |                                         |                        |                                               | oui                                  |                                         |
| Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin                                | 09/12/2016                              | 09/02/2017             |                                               | oui                                  |                                         |
| Chambre d'Agriculture des Hauts de France                                | 05/12/2016                              | 05/02/2017             | 20/01/2017                                    |                                      |                                         |
| Centre Régional de la Propriété Forestière Nord-Picardie                 |                                         |                        |                                               | oui                                  |                                         |
| Conseil Départemental du Pas-de-Calais                                   | 13/12/2016                              | 13/02/2017             | 08/02/2017                                    |                                      |                                         |
| Conseil Régional des Hauts de France                                     |                                         |                        |                                               | oui                                  |                                         |
| Syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin | 08/12/2016                              | 08/02/2017             | 30/01/2016                                    |                                      |                                         |

### 2.2.2 - Retours des Instances consultées pour avis

| N° | Instances / Avis et réserves                                                                                                        |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Commune de Hénin-Beaumont : Délibération du 24/02/2017 : <u>Avis favorable</u>                                                      |
| 2  | Commune de Liévin : Délibération du 15/12/2016 : <u>Avis défavorable</u>                                                            |
| 3  | Commune de Loos-en-Gohelle : Projet qui sera soumis lors de la délibération du 20/03/2017 : <u>Avis favorable avec des réserves</u> |
| 4  | Communauté d'agglomération de Hénin-Carvin : Aucun avis reçu <u>Avis favorable tacite</u>                                           |
| 5  | Communauté d'agglomération de Lens-Liévin : Aucun avis reçu <u>Avis favorable tacite</u>                                            |
| 6  | Chambre d'Agriculture des Hauts de France : Pas de remarque <u>Avis favorable</u>                                                   |
| 7  | Centre Régional de la Propriété Forestière Nord-Picardie : Aucun avis reçu <u>Avis favorable tacite</u>                             |
| 8  | Conseil Départemental du Pas-de-Calais : Pas de remarque <u>Avis favorable</u>                                                      |
| 9  | Conseil Régional des Hauts de France : Aucun avis reçu <u>Avis favorable tacite</u>                                                 |
| 10 | Syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin : <u>Avis favorable</u>                                    |

### 2.2.3 - Retours des Instances consultées à titre informatif

| N° | Instances / Avis et réserves                       |
|----|----------------------------------------------------|
| 1  | ACOM France et ACM 59/62 : <u>Avis défavorable</u> |



## 2.3 - Remarques des instances consultées pendant la consultation officielle, et réponses apportées.

| N°                   | ENTITÉ                                                                                                               | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Consulté pour Avis 1 | Commune de Hénin-Beaumont<br><u>Délibération du 24/02/2017</u><br><b>Avis favorable</b>                              | Pas d'observation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Consulté pour Avis 2 | Commune de Liévin<br><u>Délibération du 15/12/2016</u><br><b>Avis défavorable</b>                                    | <p>Les documents du PPRM pénalisent la commune et dédouane l'État qui a pris la responsabilité des dommages liés à l'activité minière après la dissolution des Charbonnages de France.</p> <p>Des crédits du « Plan Vert », puis des financements européens FEDER ont été investis sur le site du terril 80 et du Val de Souchez, afin de permettre la mise en place de manifestations sportives. Or, à ce jour elles sont autorisées, mais avec des prescriptions et mettent en jeu la responsabilité du Maire.</p> | <p>L'État est responsable de la surveillance et de l'entretien des ouvrages miniers. Toutefois, l'utilisation des sols dans les zones d'aléas, tant en matière d'urbanisation que d'usage ou d'exploitation est sous la responsabilité de la collectivité.</p> <p>L'aléa « échauffement de niveau fort » a été retenu sur le terril 80 (partie nord). Les manifestations sportives sont autorisées avec des recommandations (prendre en compte le risque, et adapter les mesures de sécurité en fonction de ce risque, interdire l'accès des zones de combustion connues), <b>et pas avec des prescriptions</b> ; L'organisation de telles manifestations relèvent effectivement du pouvoir de police du Maire (ou du Préfet). Il y a exonération totale ou partielle de la responsabilité civile en cas de faute majeure, du fait d'un tiers ou du fait de la victime.</p> <p>Les organisations de manifestations sont de la responsabilité de la collectivité et de l'organisateur. Le PPRM ne change pas cet état de fait.</p> |
| Consulté pour Avis 3 | Commune de Loos-en-Gohelle<br><u>Délibération du (à venir 20/03/2017)</u><br><b>Avis favorable avec des réserves</b> | <p>1 – <u>Demande de modifications mineures</u> :<br/>Actualisation de la note de présentation à propos d'informations sur les enjeux et projets ;</p> <p>Clarifications à apporter sur certaines recommandations du règlement ;</p> <p>Une étude préalable spécifique est demandée afin de prendre en compte les aléas miniers dans les projets. La commune souhaiterait avoir plus de détails sur cette étude.</p>                                                                                                 | <p>La note de présentation sera modifiée en ce sens, notamment pour ce qui concerne les projets du quartier ouest.</p> <p>Le règlement fixe un objectif de réalisation. La manière d'y parvenir est laissée à l'initiative de la collectivité. Les conclusions de cette étude doivent démontrer la prise en compte du risque dans le projet.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p>L'acheminement, le stockage et / ou l'infiltration dans ou vers la zone d'aléa sont interdites. Cette interdiction porte-t-elle sur la zone d'aléa, ou seulement les zones en combustion ?</p> <p>La définition de la zone R4 concernant les projets.</p> <p><u>2 – Détermination des périmètres d'aléas et leurs conséquences :</u></p> <p>Une définition du zonage réglementaire qui s'appuie sur des entités historiques, engendrant des périmètres d'aléas très étendus par rapport aux aléas effectifs sur site ;</p> <p>La nécessité du suivi de l'aléa « échauffement » ;</p> <p>Les difficultés de gestion des autorisations de manifestations sur les zones en aléa « échauffement » ;</p> | <p>Les travaux d'acheminement, de stockage et/ou d'infiltration dans ou vers la <b>zone d'aléa</b> sont interdits.<br/>Seuls les petits aménagements à caractère paysager, ou favorisant le développement de la biodiversité sont autorisés.</p> <p>Le terme « aucune urbanisation » porte sur les constructions de bâtiments à usage d'habitation ou d'activité. Cela ne remet pas en cause l'édification d'un monument sur le terri 78, ni du parc central du futur éco-quartier sur le terri 59. Le risque devra néanmoins être pris en compte dans la réalisation de ces projets.</p> <p>Les aléas ont été définis par le bureau d'études Géodéris. Le zonage réglementaire reprend exactement l'enveloppe de ces aléas.</p> <p>La combustion est un phénomène non maîtrisable qui peut se propager à l'ensemble du terri. Pour cette raison, lorsque une combustion effective est constatée, c'est l'ensemble du terri qui est identifié en aléa fort de combustion.</p> <p>Le terri 74 B étant encore sous police des mines lorsque le début de combustion a été constaté, l'État assure une surveillance de cette combustion en réalisant tous les 2 ans un contrôle thermographique aérien et un contrôle pédestre sur le site. Ces surveillances seront assurées tant que cela s'avérera nécessaire.</p> <p>Les manifestations sont autorisées et font l'objet de recommandations simples (prendre en compte le risque, et adapter les mesures de sécurité en fonction de ce risque, interdire l'accès des zones de combustion connues). L'organisation de telles manifestations relèvent du pouvoir de police du Maire (ou du Préfet). Il y a exonération totale ou partielle de la responsabilité civile en cas de faute majeure, du</p> |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p>Les activités génératrices de point chaud sont déconseillées en aléa « échauffement » fort et faible. L'autorisation dépend-elle du pouvoir de police du Maire ou du Préfet ?</p> <p>Au sujet des activités génératrices de point chaud, la « Mission Bassin Minier » avait proposé une dérogation pour les manifestations à caractère exceptionnel. Cela signifie-t-il que ces événements pourraient être interdits y compris si le Maire l'autorise ?</p> <p>3 – <u>Une réglementation qui entrave le développement touristique et économique du site du 11/19</u></p> | <p>fait d'un tiers ou du fait de la victime.</p> <p>Les organisations de manifestations sont de la responsabilité de la collectivité et de l'organisateur. Le PPRM ne change pas cet état de fait.</p> <p>Un guide des procédures à l'usage des maires, concernant la sécurité des différentes manifestations existe :<br/> <a href="http://www.pas-de-calais.gouv.fr/content/download/7222/40380/file/Sécurité">http://www.pas-de-calais.gouv.fr/content/download/7222/40380/file/Sécurité</a></p> <p>L'autorité qui délivrera l'autorisation dépend du nombre de personnes attendues à la manifestation (cf lien ci-dessus concernant la sécurité des manifestations)</p> <p>Le décret 2010-580 du 31 mai 2010 fixe la réglementation relative à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.</p> <p>Cf guide « le maire et la sécurité des feux d'artifice » :<br/> <a href="http://www.pas-de-calais.gouv.fr/content/download/8306/51306/file/N°7_spectacles_pyrotechniques.pdf">http://www.pas-de-calais.gouv.fr/content/download/8306/51306/file/N°7_spectacles_pyrotechniques.pdf</a></p> <p>La définition du périmètre de dérogation n'était pas réalisable (Qu'est-ce qui a un caractère exceptionnel ?...)</p> <p>Non, la responsabilité incombe au représentant de la collectivité.</p> <p>Le PPRM n'a pas vocation à geler ou entraver le développement des projets sur le site, mais bien de prendre en compte le risque dans ces projets.</p> <p>Dans ce secteur, hormis pour le puits 19 où un aléa « effondrement localisé de niveau fort » sur la tête de puits a été retenu dans le cadre de l'évaluation des aléas miniers, le développement touristique et économique reste possible. La vocation du PPRM est bien d'assurer la protection des</p> |

| N°                                   | ENTITÉ                                                                                                                             | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                            | REPONSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                      |                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | personnes. Il n'est donc pas opportun d'accueillir du public sur ce site particulier (tour du puits 19).                                                                                                                                                                              |
| Consulté pour Avis 4                 | Communauté d'Agglomération de Hénin-Carvin<br><b>Avis favorable tacite</b>                                                         | Pas d'avis reçu                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Consulté pour Avis 5                 | Communauté d'agglomération de Lens-Liévin<br><b>Avis favorable tacite</b>                                                          | Pas d'avis reçu                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Consulté pour Avis 6                 | Chambre d'Agriculture des Hauts-de-France<br><u>Courrier du 20/01/2017</u><br><b>Pas de remarque. Avis favorable</b>               | Pas de remarque sur le projet                                                                                                                                                                                                                                                                   | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Consulté pour Avis 7                 | Centre Régional de la Propriété Forestière<br><b>Avis favorable tacite</b>                                                         | Pas d'avis reçu                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Consulté pour Avis 8                 | Conseil Départemental du Pas-de-Calais<br><u>Courrier du 08/02/2017</u><br><b>Pas de remarque</b>                                  | Pas de remarque sur le projet                                                                                                                                                                                                                                                                   | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Consulté pour Avis 9                 | Conseil Régional des Hauts-de-France<br><b>Avis favorable tacite</b>                                                               | Pas d'avis reçu                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Consulté pour Avis 10                | Syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin<br><u>Courrier du 30/01/2017</u><br><b>Avis favorable</b> | Aucune remarque                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Pas de commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <a href="#">Consulté pour Info 1</a> | ACOM France<br>ACM 59 / 62<br><u>Courrier du 15/02/2017</u>                                                                        | L'association des communes minières se félicite des modalités de concertation des collectivités territoriales mises en œuvre qui ont permis d'associer les communes à tous les stades d'élaboration du PPRM.<br><br>Toutefois, il apparaît que le projet présenté n'est pas le plus pertinent : | L'ACOM France et l'ACM 59/62 ont fait l'objet d'une consultation officielle à titre informatif. Toutefois, et dans la continuité d'une concertation à tous les stades d'élaboration du PPRM, les services de l'État prennent en considération les remarques de ces deux associations. |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p>– Le manque de clarté du projet présenté (trop de zones réglementaires, lourdeur des annexes au bilan de concertation)</p> <p>– Restriction importante des possibilités d'aménagement et de développement des territoires</p> <p>– Transfert de responsabilité vers le maire</p> <p>– Certaines incohérences du règlement (zones d'incertitude autour des puits, installation mobilier urbain, aléa échauffement de niveau fort)</p> | <p>Le nombre de zones résulte de la combinaison des aléas. Les collectivités ont souhaité, lorsque cela était possible, garder la possibilité d'urbaniser, sous réserve de la prise en compte de(s) l'aléa(s) considéré(s), et que ces zones ne soient pas fusionnées avec la zone d'aléa majorant contiguë. Cette possibilité a donc été retenue afin de répondre à la demande des communes concernées.</p> <p>Les annexes au bilan de concertation, comprennent effectivement la totalité des échanges faits avec les collectivités, et ce depuis le début de la procédure d'élaboration. Un sommaire complétera ces annexes qui seront numérotées.</p> <p>Le PPRM ne fait qu'assurer la prise en compte pérenne du risque au travers de dispositions constructives sur l'urbanisation future, et au travers de recommandations sur certains usages. Le risque étant connu, l'État se doit de le porter à la connaissance des collectivités, afin que celles-ci puissent l'intégrer dans leurs projets d'aménagement et de développement. En outre, les PPRM du Nord et du Pas-de-Calais ont été élaborés de façon interdépartementale (y compris le nombre de zones en fonction des combinaisons d'aléas).</p> <p>Les organisations de manifestations (sportives, culturelles...) sont de la responsabilité de la collectivité et de l'organisateur. La réalisation d'un PPRM ne change pas cet état de fait.</p> <p>une incertitude de 3 mètres de rayon a été retenue sur la localisation des ouvrages miniers lors de la détermination des aléas par Géodéris (précision de la mesure GPS).</p> <p>L'installation de mobilier urbain a été interdite dans les zones soumises à l'aléa gaz de mine, afin d'éviter que le public soit exposé. Sur les autres zones, elle est soumise à recommandation (adapter le projet au risque considéré).</p> <p>L'aléa « échauffement de niveau fort » a été retenu sur l'emprise des terrils qui présentent une ou des zones de combustion. Ces terrils sont sous surveillance périodique, et leur(s) zone(s) de combustion est susceptible d'évoluer de</p> |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p>L'association demande un accompagnement personnalisé des communes par les services de l'État, pour la mise en application du PPRM, notamment la mise à jour des documents d'urbanisme, et également des communes non concernées par le PPRM pour la prise en compte des aléas dans leurs documents d'urbanisme.</p> <p>Il est nécessaire que les services de l'État accompagnent les collectivités pour la mise en place de leurs Plans Communaux de Sauvegarde.</p> <p>Par ailleurs, si les aléas miniers sont à prendre en compte dans les documents d'urbanisme et de planification, il est indispensable de permettre le développement opérationnel des projets des collectivités en permettant notamment la révision ou la modification du PPRM lorsque nécessaire. Aussi, l'ACOM demande aux services de l'État d'examiner les demandes des collectivités en vue de procéder à la modification ou à la révision du PPRM dans les meilleurs délais, lorsque celles-ci sont justifiées notamment par la réduction ou la suppression d'un aléa.</p> | <p>façon anarchique.</p> <p>La DDTM se tient déjà à la disposition des collectivités à chaque fois que cela est nécessaire, pour la prise en compte des risques en général dans les documents d'urbanisme. Pour la mise en application du PPRM du « Lensois », elle pourra être consultée afin d'accompagner au mieux les collectivités.</p> <p>Sur le site internet des services de l'État, il existe des documents à destination des collectivités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le mémento d'élaboration des PCS « s'organiser pour être prêt" »</li> <li>– le guide d'élaboration des PCS</li> <li>– la plaquette de présentation pratique du centre d'accueil et de regroupement CARE « organiser le soutien des populations »</li> <li>– le mémento « s'entraîner pour être prêt, les exercices »</li> <li>– un modèle de PCS</li> </ul> <p>La procédure de révision des PPRM s'effectue selon les formes de son élaboration, conformément aux dispositions des articles R. 562-1 à R. 562-9 du code de l'environnement. Toutefois, l'article R. 562-10 prévoit une procédure de révision partielle des PPRM « lorsque la révision ne porte que sur une partie du territoire couvert par le plan, seuls sont associés les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale concernés et les consultations, la concertation et l'enquête publique mentionnées aux articles R. 562-2, R. 562-7 et R. 562-8 sont effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la révision est prescrite ».</p> <p>Par ailleurs, la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a introduit la possibilité de modifier le PPRM (art. L. 562-4-1 et R. 562-10-1 du code de l'environnement).</p> <p>La procédure de modification peut notamment être utilisée</p> |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                             | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p data-bbox="786 810 1326 898">Au regard de ces observations, l'association des communes minières de France émet un avis défavorable sur le projet de PPRM.</p> | <p data-bbox="1335 201 2083 440">pour :<br/> – rectifier une erreur matérielle ;<br/> – modifier un élément mineur du règlement ou de la note de présentation ;<br/> – modifier les documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article L. 562-1, pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait.</p> <p data-bbox="1335 443 2083 627">Cette procédure est utilisée lorsque la modification envisagée du PPRM ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan. Dans ce cas, en lieu et place de l'enquête publique, le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont mis à la disposition du public pendant huit jours précédant l'approbation du document par le préfet.</p> <p data-bbox="1335 643 2083 730">Ainsi, l'État procédera à la révision ou modification dès qu'une évolution impactant notablement le PPRM en termes d'aléas sera constatée.</p> |

## PHASE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

### 3 - L'enquête publique

#### 3.1 - Prescription

Une enquête publique portant sur le projet de Plan de prévention des risques miniers du Lensois a été prescrite par arrêté préfectoral du 20 février 2017.

D'une durée de 32 jours, elle s'est déroulée du 21 mars au 21 avril 2017 inclus.

#### 3.2 - Publicité

La publicité relative à l'ouverture de cette enquête publique a été effectuée, conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral cité ci-dessus.

##### 3.2.1 - Par voie d'affichage

L'affichage d'un avis d'ouverture d'enquête publique a été réalisé à compter du 6 mars et pendant toute la durée de l'enquête :

- dans les mairies des communes concernées,
- À proximité des zones concernées par le présent projet.

Ces affiches, d'un format A2 sur fond jaune, étaient visibles depuis la voie publique.

##### 3.2.2 - Par insertion dans la presse locale

L'avis d'ouverture d'enquête publique est paru dans la presse locale, 19 jours avant le début de l'enquête, dans deux journaux :

- La Voix du Nord, parution du 2 mars 2017 (éditions Pas-de-Calais)
- L'avenir de l'Artois, parution du 1 mars 2017 (édition Arras), parution du 2 mars 2017 (éditions Béthune, Lens, et Bruay-la-Buissière)

Une seconde insertion a été faite dans les mêmes conditions, deux jours après le début de l'enquête :

- La Voix du Nord, parution du 23 mars 2017 (éditions Pas-de-Calais)
- L'avenir de l'Artois, parution du 22 mars 2017 (édition Arras), parution du 23 mars 2017 (éditions Béthune, Lens, et Bruay-la-Buissière)

##### 3.2.3 - Sur Internet

Les documents relatifs à l'ouverture d'enquête publique ont été mis à la disposition du public du 2 mars au 21 avril 2017 sur le site de la Préfecture du Pas-de-Calais, et à partir du 6 mars 2017 sur le site de certaines communes concernées.

### 3.3 - Déroulement de l'enquête publique

Le dossier mis à l'enquête publique était consultable par le public dans les mairies aux jours et heures d'ouverture indiquées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2017, en préfecture, et en sous-préfecture de Lens, dans les conditions indiquées à l'article 6 de cet arrêté.

Ce dossier était également consultable sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais, en cliquant sur le lien suivant : <http://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-majeurs/Plan-de-prevention-des-risques/PPRM/PPRM-du-Lensois/Enquete-publique/Enquete-publique>



### **3.3.1 - Permanences du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public, pour y recevoir ses observations, aux lieux et dates indiquées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2017.

### **3.3.2 - Moyens mis à la disposition du public pour s'exprimer**

Le public pouvait faire part de ses remarques, du 21 mars au 21 avril inclus :

- En les consignnant sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, dans les mairies des communes concernées et en sous-préfecture de Lens,
- Par courrier adressé au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique (Mairie de Hénin-Beaumont)
- Par voie dématérialisée, sur le site internet de la Préfecture, où un onglet permettait d'envoyer un courriel au commissaire enquêteur (cet onglet était actif du 21 mars à 00h00 au 22 avril à 00h00)

Les remarques faites entre le 21 mars et le 21 avril ont été consignées sur le registre d'enquête publique et ont été transmises par le commissaire enquêteur à la DDTM le 27 avril 2017, soit 6 jours après la fin de l'enquête publique.

Les réponses à ces remarques ont été adressées au commissaire enquêteur en date du 11 mai 2017.

### 3.3.3 - Observations reçues par courrier adressé au commissaire enquêteur

| N° | ENTITÉ                                                                                                    | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | REPOSE DU MAITRE D'OUVRAGE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L1 | Mission Bassin Minier<br>remise d'un courrier daté du 21 avril 2017 (permanence du commissaire enquêteur) | <p>La Mission Bassin Minier alerte à nouveau sur l'équilibre à trouver entre la prévention des risques par le PPRM et le développement du territoire.</p> <p>Les modifications du règlement obtenues dans le cadre de la concertation vont dans le bon sens mais ne sont pas suffisantes pour permettre le développement de certaines activités, telles que la modification de la piste de ski de Loisinord à Noeux-les-Mines.</p> <p>Pour les aléas miniers liés aux tassements, glissements de terrain et échauffement de terrils, le principe de précaution qui tend à protéger tout un terril, pourrait prendre en compte le fait que la combustion est bien souvent localisée et qu'aucun incident lié à la combustion des terrils n'a été observé dans le cadre des exploitations des terrils et des usages classiques développés depuis 30 ans sur le territoire.</p> <p>Certes les zones en combustion peuvent présenter des dangers, mais pour certains de ces terrils, ces zones en combustion sont localisées ; aussi, pour permettre des aménagements sur les parties qui ne sont pas en combustion, le règlement pourrait</p> | <p>Nous en sommes d'accord, c'est bien ce principe qui a été pris en compte avec les collectivités pour appréhender le projet de PPRM.</p> <p>La piste de ski de Loisinord à Noeux-les-Mines ne fait pas partie du périmètre du PPRM du Lensois. Toutefois, afin de prendre en compte cette remarque, une précision sera apportée à l'article 3 de chaque zone du règlement :</p> <p>« L'ensemble des usages et exploitations sont interdits, hors ceux ci-après :</p> <p>– Le développement des équipements existants (liés à la pratique sportive encadrée ou non) dans la mesure où ceux-ci n'aggravent pas la vulnérabilité et prennent en compte les risques auxquels ils sont exposés »</p> <p>C'est bien le projet qui doit tenir compte de l'aléa, et donc du risque. Le développement des activités est toujours possible : il doit prendre en compte l'aspect sécuritaire par le biais de prescriptions ou de recommandations spécifiées dans le règlement.</p> <p>Le risque est avéré et la combustion peut évoluer à chaque instant. L'aléa échauffement de niveau fort a été retenu sur l'emprise des terrils qui présentent une ou des zones de combustion. Le développement de certaines activités reste possible et doit prendre en compte l'aspect sécuritaire par le biais de prescriptions ou de recommandations spécifiées dans le règlement.</p> <p>La mise en place d'une surveillance plus fréquente ne peut garantir la pérennité des aménagements sur des zones qui potentiellement pourraient entrer en combustion. C'est pour cette raison que le règlement n'introduit la possibilité qu'à des aménagements légers ne présentant pas de caractère économique et/ou sécuritaire fort.</p> |

| N° | ENTITÉ                                                      | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | REPOSE DU MAITRE D'OUVRAGE                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |                                                             | <p>proposer d'autoriser les aménagements si le gestionnaire met en place des mesures de surveillance plus fréquentes que celles réalisées actuellement.</p> <p>Afin de s'assurer que le public reste à distance des zones dangereuses, le gestionnaire d'un site pourrait par exemple augmenter la fréquence des passages d'une caméra thermique (tous les 6 mois au lieu de tous les deux ans), suivre les signes de la combustion au sol (l'état de la végétation, identifier les rougissements de la terre, la présence de fumerolles...), le règlement du PPRM pourrait même proposer la mise en place d'instruments de mesures et inciter à l'expérimentation de nouvelles techniques pour évaluer et limiter les risques miniers.</p> <p>La Mission Bassin Minier rappelle que l'appropriation de ces éléments miniers par les collectivités et la population permet de les entretenir. L'accumulation de contraintes pourrait aboutir à une forme de désengagement des gestionnaires et, pour certain nombre de ces sites, à l'altération de leur valeur patrimoniale, en contradiction avec les engagements du plan de gestion validé par l'UNESCO et avec la pérennisation des terrils classés.</p> | <p>Le PPRM a vocation à réglementer l'urbanisme et encadrer les usages, dans le but de diminuer, voire supprimer la vulnérabilité des personnes.</p> <p>Il ne peut pas prescrire la mise en place de telles mesures, mais rien n'empêche le propriétaire de mettre en place les moyens de surveillance qu'il juge nécessaires.</p> |
| L2 | ACM et ACOM France<br>Remise d'un courrier daté du 20 avril | L'association des communes minières se félicite des modalités de concertation des                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

| N° | ENTITÉ                                     | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | REPOSE DU MAITRE D'OUVRAGE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | 2017 (permanence du commissaire enquêteur) | <p>collectivités territoriales mises en œuvre qui ont permis d'associer les communes à tous les stades d'élaboration du PPRM.</p> <p>Toutefois, il apparaît que le projet présenté n'est pas le plus pertinent :</p> <p>– Le manque de clarté du projet présenté<br/>Il apparaît notamment que le règlement identifie un trop grand nombre de zones réglementaires (21 zones au total) ayant des prescriptions et recommandations qui diffèrent, ce qui ne permet pas une lecture facile du règlement et donc une application correcte du PPRM.<br/>Il est également à noter la lourdeur des annexes jointes au bilan de la concertation. Ces annexes représentent un total de 722 pages sans même être complétées par un sommaire numéroté qui aurait permis une lecture plus aisée des documents.</p> <p>– Restriction importante des possibilités d'aménagement et de développement des territoires</p> <p>– Transfert de responsabilité vers le maire</p> <p>En ce qui concerne les manifestations sur les terrils, elles sont autorisées, suite aux remarques formulées par les communes dans le cadre de la concertation. Toutefois, le règlement donne la charge d'autorisation de ces manifestations au maire. Aussi, en cas</p> | <p>Le nombre de zones résulte de la combinaison des aléas.<br/>Les collectivités ont souhaité, lorsque cela était possible, garder la possibilité d'urbaniser, sous réserve de la prise en compte de(s) l'aléa(s) considéré(s), et que ces zones ne soient pas fusionnées avec la zone d'aléa majorant contiguë. Cette possibilité a donc été retenue afin de répondre à la demande des communes concernées.</p> <p>Les annexes au bilan de concertation, comprennent effectivement la totalité des échanges faits avec les collectivités, et ce depuis le début de la procédure d'élaboration. Un sommaire complètera ces annexes qui seront numérotées.</p> <p>Le PPRM ne fait qu'assurer la prise en compte pérenne du risque au travers de dispositions constructives sur l'urbanisation future, et au travers de recommandations sur certains usages. Le risque étant connu, l'État se doit de le porter à la connaissance des collectivités, afin que celles-ci puissent l'intégrer dans leurs projets d'aménagement et de développement. En outre, les PPRM du Nord et du Pas-de-Calais ont été élaborés de façon interdépartementale (y compris le nombre de zones en fonction des combinaisons d'aléas).</p> <p>Les organisations de manifestations (sportives, culturelles...) sont de la responsabilité de la collectivité et de l'organisateur.<br/>La réalisation d'un PPRM ne change pas cet état de fait.</p> |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | REPOSE DU MAITRE D'OUVRAGE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p>de dommages, c'est la responsabilité du maire qui sera engagée. Il aurait été plus opportun de recommander que la fréquentation ne remette pas en cause la stabilité des terrils et ne génère pas une mise en combustion (comme c'est le cas dans les projets PPRM présentés du Valenciennois).</p> <p>– Certaines incohérences du règlement</p> <p><u>Zone R2c de protection des têtes de puits :</u><br/>Il subsiste également quelques interrogations concernant le règlement. En effet, le règlement identifie une zone R2c d'emprise forfaitaire de protection des têtes de puits d'un rayon de 10m comprenant une marge d'incertitude de géolocalisation de 3m. Le règlement n'identifie pas le cas des puits matérialisés sans aléas pour lesquels l'incertitude de géolocalisation n'existe pas. La marge de 3m de rayon supplémentaire n'a donc pas à s'appliquer pour ces puits.</p> <p><u>Installation de mobilier urbain :</u><br/>L'association s'interroge également sur l'installation de mobilier urbain dans les zones soumises à l'aléa gaz de mine de niveau moyen ou faible. Le règlement en pose l'interdiction sans la justifier. En effet, il apparaît que cette interdiction n'est pas valable partout ailleurs (ex : autorisée par les projets de règlements présentés pour les PPRM du Valenciennois).</p> <p><u>Aléa échauffement de niveau fort :</u><br/>En ce qui concerne les zones soumises à</p> | <p>Une incertitude de 3 mètres de rayon a été retenue sur la localisation des ouvrages miniers lors de la détermination des aléas par Géodéris (précision de la mesure GPS).</p> <p>Il est opportun de ne pas attirer la population dans des zones soumises à l'aléa gaz de mine.<br/>En outre les contextes géographiques et de développement touristique différent entre le Lensois et le Valenciennois.</p> <p>L'aléa « échauffement de niveau fort » a été retenu sur</p> |

| N° | ENTITÉ                                                                                                                    | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | REPOSE DU MAITRE D'OUVRAGE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |                                                                                                                           | <p>l'aléa « échauffement de niveau fort », il ressort des remarques formulées par la commune de Loos-en-Gohelle que les périmètres de ces zones sont très étendus (emprise totale du terril 74B) alors que les zones de combustion sont plus restreintes. Il pourrait être conservé le classement total de la zone en échauffement de niveau fort, mais tout en permettant certains usages et projets. Il serait notamment opportun d'autoriser la création de sentiers tout en interdisant tout autre type de voiries, ou encore de permettre le stockage d'eau afin de permettre de petits aménagements à caractère paysager ou biodiversité. Ces projets seraient, bien entendu, soumis à la prescription de ne pas remettre en cause la stabilité des terrils, de ne pas être soumis à la combustion et de ne pas générer une mise en combustion. Il serait également recommandé une bonne gestion des eaux de ruissellement avec une interdiction des eaux de ruissellement et de l'arrosage en zone de combustion. C'est ce qui est notamment prévu dans les projets PPRM présentés pour le Valenciennois.</p> | <p>l'emprise des terrils qui présentent une ou des zones de combustion. Ces terrils sont sous surveillance périodique, et leur(s) zone(s) de combustion est (sont) susceptible(s) d'évoluer de façon anarchique.</p> <p>En outre les contextes géographiques et de développement touristique différent entre le Lensois et le Valenciennois.</p> <p>Compte-tenu des aménagements projetés dans le périmètre du PPRM, notamment sur les terrils, il demeure indispensable d'émettre à minima des recommandations dans les zones sur lesquelles un aléa échauffement a été retenu dans le cadre de l'étude Géodéris. (terril 74B par exemple)</p> |
| L3 | Collectif Houille-ouille-ouille 59/62<br>Remise d'un courrier daté du 18 avril 2017 (permanence du commissaire enquêteur) | <p>Nous sommes conscients de la problématique posée par la récupération du gaz de mine. Sur ce point, il n'est évidemment pas question de prendre des risques avec le méthane. Le gaz de mine est exploité dans le nord de la France depuis 1992 par l'ex entreprise Gazonor – aujourd'hui rachetée par « la Française de l'Énergie » ; Il s'échappe passivement des puits des anciennes mines de charbon et</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <p>Le PPRM fixe les règles à respecter en matière d'urbanisme dans les zones d'aléas miniers liées à l'exploitation de la houille (charbon). Il n'a pas pour but de fixer des prescriptions pour l'exploitation d'une quelconque autre substance dans le PPRM du Lensois.</p> <p>L'exploration ou l'exploitation du gaz de couche fait l'objet de procédures spécifiques prévues par le code minier, procédures pour lesquelles l'association a la possibilité d'exprimer son avis.</p> <p>Ce courrier est donc en dehors du champ d'application de la</p>                                                                                      |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | REPOSE DU MAITRE D'OUVRAGE |
|----|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
|    |        | <p>peut être dangereux pour les populations (coup de grisou) ; Son exploitation est donc utile, nécessaire et peu polluante puisqu'elle ne nécessite pas de forage.</p> <p>Notre position est différente en ce qui concerne le gaz de couche. Les gaz de couche sont contenus dans des couches de charbon beaucoup plus profondes (1000 à 4000m), sur des zones qui n'avaient pas été exploitées pour le charbon. Pour récupérer ce gaz, il est nécessaire de faire des forages à branches horizontales et de fracturer la roche ; cette exploitation serait de toute façon polluante ; air, eau, sols... De plus, ce gaz est profondément enfoui dans le sous-sol et n'a pas vocation à alimenter l'effet de serre. Alors que les scientifiques affirment que nous devons laisser dans le sous-sol deux tiers des énergies fossiles déjà connues pour limiter le réchauffement de la planète, laissons ce gaz où il est !</p> <p>Le secteur « Lensois » est concerné puisqu'il est prévu d'effectuer dans un avenir assez proche, 150 forages d'exploitation du gaz de couche sur le Nord-Pas-de-Calais ; Bien évidemment, la région minière est dans le périmètre concerné par ces forages.</p> <p>Les différents rapports des organismes comme le BRGM, l'INERIS et ceux de scientifiques de haut rang mettent en évidence le manque de connaissance sur le déplacement souterrain des fluides à long terme, le manque de connaissance de l'impact sur l'environnement qu'aurait l'exploration en vue de mettre en lumière le potentiel de gaz de couche exploitable de façon rentable, ainsi que le manque d'encadrement juridique, relatif à de tels</p> | <p>procédure PPRM.</p>     |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | REPOSE DU MAITRE D'OUVRAGE |
|----|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
|    |        | <p>forages.</p> <p>Les forages qui ont été réalisés en Lorraine par « La Française de l'Énergie » (ex EGL) ont déjà plusieurs fois posé problème et la gestion des incidents n'a pas été transparente.</p> <p>De plus, la situation des lieux de forages choisis au regard des aléas liés aux anciens travaux miniers augmentent les risques. <b>C'est pourquoi nous demandons que soit réalisé un état zéro complet</b> (comme demandé de façon détaillée en page 3 de ce document à l'occasion d'une ouverture de travaux sur le secteur d'Avion), par un laboratoire indépendant et dont la charge financière incombera à l'entreprise. Ceci avant toute intervention sur le terrain pour réaliser les forages qui ont été autorisés par une politique économique climaticide, nuisible et dangereuse pour nos territoires.</p> <p>Par ailleurs, nous insistons sur le fait qu'il n'est pas question de prendre des risques d'exploration, puis d'exploitation de ce gaz de couche dans le périmètre concerné par le PPRM du Lensois, ni ailleurs d'ailleurs.</p> <p>...</p> |                            |



### 3.3.4 - Observations faites lors des permanences du commissaire enquêteur

| N° | ENTITÉ                                                          | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| O1 | Riverain dont le nom n'a pas été révélé                         | Quelles sont les conséquences du PPRM au regard de la faille de Marqueffles ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | La faille est un aléa naturel (en dehors de l'étude liée au risque minier). Les mouvements de terrain liés à l'exploitation minière ont pris fin au plus tard cinq ans après l'arrêt des travaux miniers dans le secteur de la faille de Marqueffles, il n'y a donc plus d'effet sur celle-ci.<br>Il n'y a pas de lien entre le PPRM et la faille de Marqueffles.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| O2 | Entretien avec le représentant de la commune de Hénin-Beaumont  | Avis favorable sur le projet, sans remarque                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | /                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| O3 | Entretien avec le représentant de la commune de Liévin          | <p>Le conseil municipal a désapprouvé le PPRM du Lensois, au titre que ses documents pénalisent la Communauté et dédouane l'État qui a pris la responsabilité des dommages liés à l'activité minière après dissolution des charbonnages de France.</p> <p>Il constate que les manifestations sportives sur le site du terril 80 et du Val de Souchez sont à ce jour autorisées sous respect de prescriptions spécifiques et que la responsabilité des autorités organisatrices est mise en jeu.</p> | <p>L'État est responsable de la surveillance et de l'entretien des ouvrages miniers. Toutefois, l'utilisation des sols dans les zones d'aléas, tant en matière d'urbanisation que d'usage ou d'exploitation est sous la responsabilité de la collectivité.</p> <p>L'aléa « échauffement de niveau fort » a été retenu sur le terril 80 (partie nord). Les manifestations sportives sont autorisées avec des recommandations (prendre en compte le risque, et adapter les mesures de sécurité en fonction de ce risque, interdire l'accès des zones de combustion connues), <b>et pas avec des prescriptions</b> ; L'organisation de telles manifestations relève effectivement du pouvoir de police du Maire (ou du Préfet). Il y a exonération totale ou partielle de la responsabilité civile en cas de faute majeure, du fait d'un tiers ou du fait de la victime.</p> <p>Enfin, les organisations de manifestations sont de la responsabilité de la collectivité et de l'organisateur. Le PPRM ne change pas cet état de fait.</p> |
| O4 | Entretien avec le représentant de la commune de Loos-en-Gohelle | <p>Avis favorable avec les réserves suivantes :</p> <p>– Demande de prise en compte du projet d'éco quartier secteur des puits 5 et 5bis, ce secteur est référencé 1AUo au PLU (zone destinée à une urbanisation à long terme à vocation d'habitat du quartier ouest)</p>                                                                                                                                                                                                                           | Vu. Pris note. La note de présentation et notamment l'analyse des enjeux sera mise à jour en conséquence.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p>– Projet d'aire de stationnement camping-car sur le site du puits 15 et des galeries. Ce projet s'étend au-delà de la dynamitière, il concerne aussi les galeries. À noter que ces galeries sont situées sous le parking et une partie de la salle de sport Varet.</p> <p>– Les terrils 79 et 79A devraient, après exploitation, avoir vocation à accueillir un espace public aménagé, idem pour le terril 59.</p> <p>– Demande de précision sur la notion d'étude préalable spécifique dans le cadre d'un projet.</p> <p>– L'acheminement, le stockage et/ou l'infiltration dans ou vers la zone d'aléa sont interdits : s'agit-il du périmètre précis de l'aléa ou de la zone entière ?</p> <p>– Situation du périmètre du terril 78 classé en R4b (tassement de niveau faible) où un permis d'aménager a été délivré pour l'édification d'un monument canadien. La partie du terril 78 classée en R4b ainsi que le secteur R4b du terril 59 font ou feront l'objet d'un projet d'aménagement d'espace public.</p> <p>– Aléa échauffement fort :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pourquoi l'ensemble de l'entité est-elle concernée ?</li> <li>2. Le conseil municipal s'interroge sur la réalisation d'une étude plus approfondie permettant, en vue d'en interdire l'accès, de circonscrire plus précisément les zones en combustion, il souhaite avoir la</li> </ol> | <p>Vu. Pris note. La note de présentation et notamment l'analyse des enjeux sera mise à jour en conséquence.</p> <p>Vu. Pris note. La note de présentation et notamment l'analyse des enjeux sera mise à jour en conséquence.</p> <p>Le règlement fixe un objectif de réalisation. La manière d'y parvenir est laissée à l'initiative de la collectivité. Les conclusions de cette étude doivent démontrer la prise en compte du risque dans le projet.</p> <p>Les travaux d'acheminement, de stockage et/ou d'infiltration dans ou vers la <b>zone d'aléa</b> sont interdits. Seuls les petits aménagements à caractère paysager, ou favorisant le développement de la biodiversité sont autorisés.</p> <p>Le terme « aucune urbanisation » porte sur les constructions de bâtiments à usage d'habitation ou d'activité. Cela ne remet pas en cause l'édification d'un monument sur le terril 78, ni du parc central du futur éco-quartier sur le terril 59. Le risque devra néanmoins être pris en compte dans la réalisation de ces projets (prescriptions ou recommandations du règlement).</p> <p>La combustion est un phénomène non maîtrisable qui peut se propager à l'ensemble du terril. Pour cette raison, lorsque une combustion effective est constatée, c'est l'ensemble du terril qui est identifié en aléa fort de combustion.</p> <p>Le terril 74 B étant encore sous police des mines lorsque le début de combustion a été constaté, l'État assure une surveillance de cette combustion en réalisant tous les 2 ans un contrôle thermographique aérien et un contrôle pedestre sur le site. Ces surveillances seront assurées tant que cela s'avérera nécessaire.</p> |

| N° | ENTITÉ | QUESTION OU REMARQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | REPOSE DES SERVICES DE L'ÉTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |        | <p>confirmation de la poursuite à long terme du suivi de l'aléa échauffement.</p> <p>3. Quels types de manifestations seront soumis à autorisation préfectorale ou municipale ?</p> <p>4. Qu'en est-il de la dérogation proposée par la Mission Bassin Minier concernant les manifestations à caractère exceptionnel ?</p> <p>5. La réglementation du PPRM entrave le développement touristique et économique du bassin minier, en particulier du site du 11/19.</p> | <p>Un guide des procédures à l'usage des Maires existe. Il s'agira de s'y reporter<br/> <a href="http://www.pas-de-calais.gouv.fr/content/download/7222/40380/file/Sécurité">http://www.pas-de-calais.gouv.fr/content/download/7222/40380/file/Sécurité</a></p> <p>La définition du périmètre de dérogation n'était pas réalisable (Qu'est-ce qui a un caractère exceptionnel ?...)<br/> Nous ne pouvons donner suite à la demande de dérogation.</p> <p>Le PPRM n'a pas vocation à geler ou entraver le développement des projets sur le site. Il permet de prendre en compte le risque dans ces projets.</p> <p>Dans ce secteur, hormis pour le puits 19 où un aléa « effondrement localisé de niveau fort » sur la tête de puits a été retenu dans le cadre de l'évaluation des aléas miniers, le développement touristique et économique reste possible. La finalité du PPRM est bien d'assurer la protection des personnes. L'accueil du public est possible sur l'ensemble du site hormis en zone d'aléa « effondrement localisé de niveau fort » qui concerne la tour du puits 19.</p> |

### 3.3.5 - Observations reçues par courriel (voie dématérialisée via le site internet de la Préfecture)

Aucune remarque n'a été adressée via le site internet de la Préfecture

### 3.4 - Conclusions de l'enquête publique

Compte-tenu des remarques émises, des modifications ont été faites dans le règlement afin de répondre aux attentes des collectivités, sans toutefois nuire aux objectifs de prévention initiaux. Des précisions ont également été apportées afin de lever certaines incertitudes, notamment sur l'aménagement des constructions existantes et sur les possibilités offertes en zone d'échauffement.

Le commissaire enquêteur a ainsi donné un avis favorable au projet de PPRM, assorti d'une recommandation :

**Recommandation** : « Considérant qu'il est toujours possible de découvrir des désordres miniers et que le principe d'évolution du PPRM du « Lensois » dans le temps doit être retenu, il me semble que la **création d'une commission de suivi**, par les autorités de l'État, soit nécessaire ».

Une telle instance de suivi répond déjà à cette recommandation. En effet, l'instance régionale de concertation (IRC) se réunit une fois par an et a pour objet d'informer les élus locaux et les associations du déroulement et des résultats de la surveillance des risques miniers dans notre région.

Il est préférable et plus efficace de travailler au cas par cas avec les collectivités qui mettent en œuvre des projets, comme nous avons pu le faire avec satisfaction de chacun jusqu'à ce jour.

### 3.5 - Suites données

Conformément à l'article R123-21 du code de l'environnement, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont mis à la disposition du public pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête publique sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais, à l'adresse suivante :

<http://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-majeurs/Plan-de-prevention-des-risques/PPRM/PPRM-du-Lensois/Enquete-publique/Enquete-publique>



**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
du Pas-de-Calais**

100 avenue Winston Churchill – CS 10 007  
62 022 ARRAS CEDEX  
Tél : 33 (03) 21 22 99 99  
<http://www.pas-de-calais.gouv.fr/>

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER